

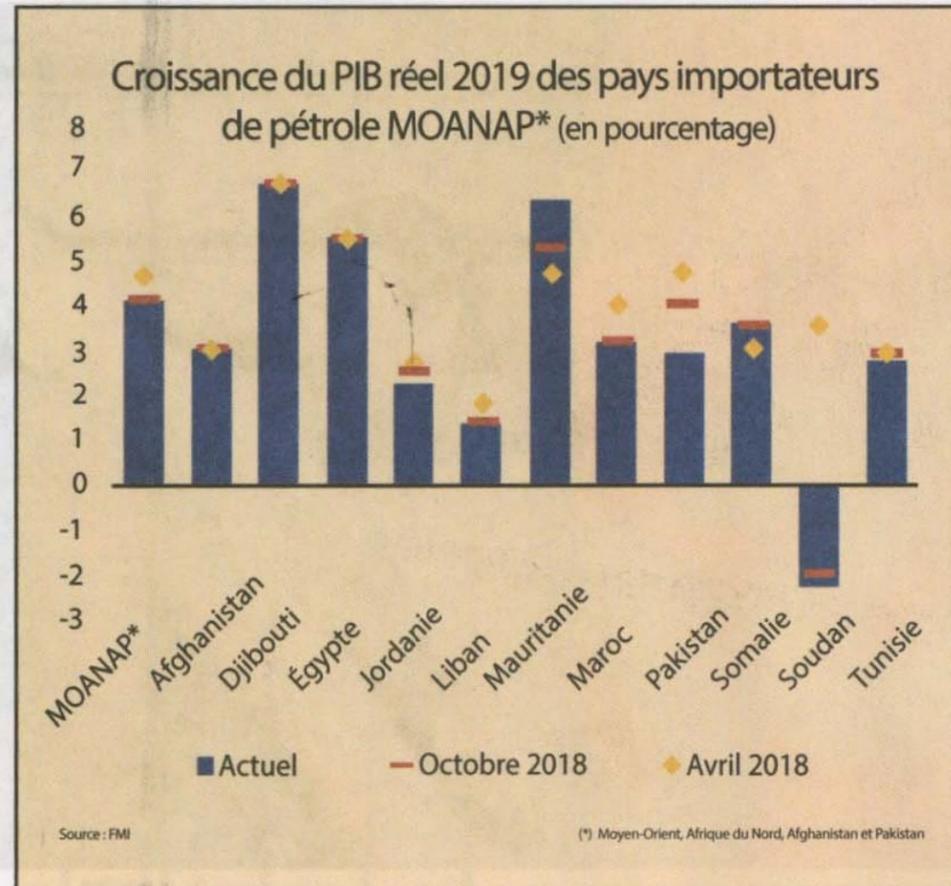
Le FMI abaisse de 3,2 à 3% ses projections pour le Maroc

Le Fonds monétaire international table sur une croissance de 3% pour le Maroc cette année, soit respectivement 0,2 point de moins que les prévisions annoncées en octobre dernier par l'Institution. Cette révision s'explique en particulier par la fragilisation de l'environnement extérieur, due aux tensions commerciales mondiales et au ralentissement de la croissance planétaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) abaisse de nouveau les prévisions de croissance 2019 du Maroc. L'expansion économique du pays se limiterait à 3%, soit respectivement 0,2 et 1 point de moins que les prévisions annoncées en octobre et avril 2018. «Le ralentissement de la croissance mondiale et les fortes tensions commerciales et géopolitiques sont source de difficultés économiques pour les pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan : MOANAP», souligne le FMI dans sa dernière mise à jour des Perspectives économiques régionales. Globalement pour toute la région MOANAP, l'économie ralentirait de 1,8% en 2018 à 1,5% cette année. Pour les pays exportateurs de pétrole de la région, la moyenne tomberait de 0,6 à 0,4%, sur fond de baisse des prix de l'or noir (le baril moyen à moins de 60 dollars), de restriction de sa production et de ralentissement de la croissance mondiale. Quant aux pays importateurs de pétrole, la croissance du PIB réel passerait de 4,2% en 2018 à 3,6% en 2019.

Pour le Maroc, les projections de croissance ont été régulièrement révisées en raison, notamment, de la fragilisation de l'environnement extérieur. Cette fragilisation est due aux tensions commerciales mondiales obscurcissant les perspectives de croissance chez des partenaires commerciaux stratégiques. «L'importante proportion des exportations vers la Chine, l'Union européenne et les États-Unis chez les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP expose plusieurs pays, dont le Maroc, à des aléas baissiers relatifs à l'affaiblissement de la croissance», explique l'Institution de Bretton Woods. Le Maroc serait également affecté par le ralentissement économique dans les pays émetteurs d'envois de fonds, qui sont pour la plupart en Europe ou membres du Conseil de coopération du Golfe. Selon le FMI, les envois de fonds contribuent à créer un matelas pour les déficits courants au Maroc.

Par ailleurs, le Fonds pointe du doigt le niveau élevé de la dette publique au Maroc. Les ratios de la dette pu-



blique ont enregistré une augmentation de 20% du PIB en moyenne depuis 2008 chez l'ensemble des pays importateurs du pétrole de la région MOANAP (Au Maroc, le ratio est passé de 45 à 60% entre 2008 et 2018). Ce qui limite l'espace budgétaire nécessaire pour des dépenses sociales et infrastructurelles clés et expose l'économie des pays à la dégradation des conditions financières. De même, les autorités devront intensifier les réformes structurelles et celles liées à la gouvernance afin d'améliorer la compétitivité, de stimuler l'investissement privé et de créer des emplois. Sur ce volet, le FMI plaide pour un meilleur accès des TPME au crédit. «Le crédit au secteur privé reste faible dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les banques ont tendance à servir en premier lieu les grandes entreprises à la réputation bien établie ; les PME, les prêts hypothécaires et les prêts à la consommation ne représentent qu'une petite part de leur activité», explique l'Institution. Cette dernière recommande de nouveau le renforcement de l'intégration régionale afin de soutenir la croissance à moyen terme. Pour les pays du Maghreb, l'intégration contribuerait à relever la croissance d'un point de pourcentage en moyenne dans chaque pays de la région sur le long terme. ■

Moncef Ben Hayoun